

NOTE D'ANALYSE

Iran après le cessez-le-feu de 2026 : Recomposition du pouvoir et trajectoires stratégiques

Par, **NOUR Mohammed Rida**
Professeur des Universités / Président du CMEADD
Programme Moyen-Orient

Analyste géopolitique | Avril 2026
Centre Marocain des Études Africaines et du Développement Durable (CMEADD)

Résumé exécutif

Le cessez-le-feu conclu début avril 2026 entre Washington et Téhéran n'a pas mis fin au conflit. Il suspend les hostilités directes dans une confrontation dont les ressorts, nucléaire, influence régionale, architecture sécuritaire, restent intacts. L'Iran a traversé le conflit sans effondrement structurel : les institutions tiennent, les appareils militaires fonctionnent, la direction politique est en place. Mais la résistance politique ne dit rien de l'économie réelle. Le FMI (2026) projette une croissance à 1,1 % et une inflation à 41,6 % pour une population de 88 millions d'habitants. Ce sont deux réalités distinctes qu'il faut cesser de confondre.

Le détroit d'Ormuz reste le levier central. Environ 20 millions de barils par jour y transitaient en 2024, plus 20 % du commerce mondial de GNL. Au plus fort de la crise, le trafic est tombé à 7 navires sur 24 heures, contre 140 habituellement (EIA, 2025). La transition de leadership vers Mojtaba Khamenei s'inscrit dans ce contexte de consolidation sécuritaire et d'adaptation technologique, une mutation structurelle du modèle de gouvernance iranien que l'on peut analyser, sur le plan théorique, comme l'aboutissement d'une logique de réalisme défensif où la survie du régime prime sur toute autre considération (Walt, 1987).

Points clés (Key Takeaways)

- Le cessez-le-feu correspond à une pause stratégique, non à une paix durable.
- Le détroit d'Ormuz concentre environ 20 Mb/j de flux pétroliers mondiaux (EIA, 2025).
- Le trafic maritime est tombé à moins de 10 % du niveau normal pendant la crise.
- Le Brent a atteint environ 128 \$/baril en avril 2026 (EIA, 2026).
- L'économie iranienne reste sous contrainte : inflation supérieure à 40 %, croissance à 1 % (FMI, 2026).
- Le régime évolue vers un modèle sécuritaire, technologique et centralisé — comparable, dans sa logique structurelle, à la trajectoire russe post-2014 ou à la stratégie de souveraineté technologique chinoise.

I. Un cessez-le-feu sans règlement : vers un conflit gelé

La trêve d'avril 2026 est une désescalade limitée. Les différends qui ont conduit au conflit sont intacts. Analytiquement, la configuration correspond à ce que la littérature désigne comme un *conflit gelé* (Ehteshami, 2023) : les hostilités directes cessent, la compétition stratégique continue, la reprise des tensions reste probable. Cette lecture s'inscrit dans le cadre du réalisme offensif de Mearsheimer (2001), selon lequel les grandes puissances ne cessent jamais de chercher à maximiser leur sécurité relative, même sous contrainte d'un accord formel.

Trois caractéristiques définissent cette configuration :

- suspension des hostilités directes ;
- maintien d'une compétition stratégique sur l'ensemble des théâtres régionaux ;
- forte probabilité de reprise des tensions à court ou moyen terme.

Le trafic maritime à Ormuz est l'indicateur le plus lisible de cette fragilité : 7 passages par 24 heures, contre 140 en temps normal, malgré l'accord.

II. Résilience du régime et transformation de la légitimité

L'Iran sort du conflit sans effondrement. C'est le fait analytique central. Cette résilience doit être lue à travers la grille de l'État de sécurité (*security state*) telle que la formalise Buzan (1991) : un régime dont la légitimité repose non plus sur la performance économique ou le contrat social, mais sur sa capacité à garantir la survie de l'entité étatique face à une menace existentielle extérieure. La guerre contre les États-Unis n'a pas fragilisé ce récit, elle l'a consolidé.

Trois indicateurs de résilience structurelle :

- continuité institutionnelle des organes de gouvernance ;
- maintien des capacités militaires et de projection de force ;
- stabilité politique interne malgré l'intensité du conflit.

Ces indicateurs coexistent avec une fragilité économique que les données du FMI (2026) documentent sans ambiguïté :

- croissance : 1,1 % ;
- inflation : environ 41,6 % ;
- population d'environ 88 millions d'habitants sous forte pression.

Ce que cela produit est une reconfiguration profonde de la légitimité du régime : elle repose de moins en moins sur des fondements idéologiques, de plus en plus sur la démonstration d'une capacité de survie stratégique. Ce que Vakil (2024) qualifie de *légitimité par la résilience* "*legitimacy through endurance*". La comparaison avec d'autres États soumis à pression externe prolongée est éclairante : la Russie post-2014 a suivi une trajectoire similaire de contraction idéologique et de centralisation sécuritaire ; la Corée du Nord a porté ce modèle à son terme extrême. L'Iran occupe, en 2026, une position intermédiaire entre ces deux cas.

III. Consolidation d'un État sécuritaire et technologique

La phase post-conflit confirme une transformation que le conflit a accélérée, pas initiée. Elle s'inscrit dans ce que la littérature sur la guerre hybride (*hybrid warfare*) définit comme l'intégration des capacités conventionnelles, cyber et informationnelles dans un dispositif de gouvernance unifié (Hoffman, 2007). Trois dynamiques se dégagent :

1. Centralité sécuritaire

Le Corps des Gardiens de la Révolution islamique (CGRI) et les appareils de renseignement sortent renforcés de la séquence militaire. Cette centralisation n'est pas un phénomène nouveau, mais la guerre lui a conféré une légitimité opérationnelle accrue. Le parallèle avec le Service fédéral de sécurité (FSB) russe post-2022 ou avec le rôle de l'Armée populaire de libération (APL) dans la gouvernance de crise chinoise est analytiquement pertinent : dans les trois cas, le complexe sécuritaire absorbe des fonctions qui relevaient antérieurement de l'administration civile.

2. Intégration technologique

Les systèmes numériques étatiques, les capacités cyber et les outils de contrôle de l'information sont désormais pleinement intégrés à la gestion des crises. Tabatabai (2022) avait anticipé cette trajectoire dans un contexte de pression maximale prolongée. La guerre en a simplement accéléré le calendrier. Ce modèle présente une convergence structurelle avec la stratégie de souveraineté technologique chinoise (développement d'infrastructures numériques nationales résistantes aux sanctions et à la déconnexion des réseaux occidentaux), même si l'Iran dispose de moyens beaucoup plus limités par rapport à Pékin.

Développements observés :

- expansion des systèmes numériques étatiques ;
- renforcement des capacités cyber offensives et défensives ;
- déploiement d'outils de contrôle de l'information à l'échelle nationale.

3. Rationalisation stratégique

La prise de décision s'est rationalisée, plus opérationnelle, moins idéologique. La guerre a agi comme accélérateur de cette mutation structurelle du modèle de gouvernance iranien.

Limites structurelles du modèle

- **Soutenabilité économique** : une inflation structurellement supérieure à 40 % érode les bases sociales du régime sur le long terme, indépendamment de la résilience institutionnelle (Karshenas & Malik, 2023).
- **Dépendance asymétrique** : la dépendance croissante vis-à-vis de la Chine et de la Russie réduit la marge de manœuvre diplomatique iranienne et crée une asymétrie de pouvoir au sein même du camp allié.
- **Instabilité sociale latente** : les mobilisations de 2022-2023 n'ont pas disparu, elles ont été comprimées par l'état de guerre. Elles constituent une variable de long terme non résolue.
- **Coût militaire** : le financement d'une confrontation de cette envergure pèse sur des finances publiques structurellement sous tension.

IV. Le détroit d'Ormuz : un levier stratégique global

Ormuz n'est pas seulement une voie de passage. C'est ce que la géopolitique classique désigne comme un *chokepoint*, un point d'étranglement dont le contrôle ou la menace de fermeture confère un pouvoir de négociation disproportionné par rapport à la puissance globale de l'acteur qui le détient (Starr & Davutoglu, 2014). L'Iran n'a pas les moyens d'affronter militairement les États-Unis en mer ouverte. Ormuz lui permet de rendre cette asymétrie partiellement réversible.

Dans cette configuration, la géographie agit comme un multiplicateur de puissance, permettant à un acteur contraint de transformer une vulnérabilité structurelle en levier stratégique.

Ce mécanisme s'inscrit dans une logique de dissuasion asymétrique, où la simple capacité de perturbation des flux énergétiques mondiaux suffit à imposer un coût systémique à tout adversaire potentiel.

Données structurelles (EIA, 2025) :

- Environ 20 millions de barils/jour en 2024, soit environ 20 % du pétrole mondial ;
- Environ 20 % du commerce mondial de GNL ;
- Qatar : environ 9,3 Bcf/j transitant par Ormuz.

Pendant la crise :

- Trafic réduit à moins de 10 % du niveau normal ;
- Forte perturbation des chaînes énergétiques mondiales.

La *chokepoint strategy* iranienne n'est pas sans précédent historique : le blocus du détroit de Malacca en Asie du Sud-Est, la politique russe sur les détroits turcs, ou la stratégie de contrôle des accès maritimes développée par la marine chinoise en mer de Chine méridionale obéissent à la même logique, imposer un coût disproportionné à un adversaire plus fort en ciblant ses vulnérabilités logistiques.

V. Effets économiques globaux et régionaux

Le conflit a produit des effets immédiats et mesurables sur les marchés énergétiques mondiaux (EIA, 2026) :

- Brent : environ 71 \$/b en février 2026 ;
- Brent : environ 103 \$/b en mars 2026 ;
- Brent : environ 128 \$/b en avril 2026 ;
- Prévision T2 2026 : environ 115 \$/b sous hypothèse de reprise graduelle du trafic.

L'impact régional est tout aussi significatif (Banque mondiale, 2026) :

- Croissance du CCG (Conseil de coopération du Golfe) réduite de 4,4 % à 1,3 % ;
- Région MENAAP (Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan) : moins 2,4 points de croissance par rapport aux projections de janvier 2026.

Pour les économies du Golfe, dont les recettes budgétaires sont structurellement indexées sur les prix pétroliers, la perturbation d'Ormuz produit un effet paradoxal : hausse des prix unitaires, mais réduction des volumes exportables, ce qui génère une incertitude budgétaire que ni la hausse ni la baisse des cours ne permet de résoudre simplement.

VI. Implications pour l'Afrique et le Maroc

Afrique

L'instabilité du détroit d'Ormuz pèse directement sur les économies africaines, et pas seulement de façon abstraite. Plusieurs pays d'Afrique subsaharienne restent largement tributaires des importations de produits pétroliers en provenance du Golfe (IEA, 2025 ; World Bank, 2026). Quand les prix oscillent entre 71 et 128 \$/baril sur deux mois (EIA, 2026), les effets arrivent vite : coûts d'importation en hausse, inflation qui s'emballe, balances courantes qui se dégradent (IMF, 2026).

Mais ce n'est pas que du passif. Les producteurs africains comme l'Algérie, le Nigeria et l'Angola gagnent en visibilité dans un contexte de recomposition des flux énergétiques (IEA, 2025). Les routes via le Cap de Bonne-Espérance redeviennent économiquement pertinentes en cas de perturbation des chokepoints traditionnels (UNCTAD, 2025). Les stratégies de diversification énergétique, longtemps reportées, trouvent de nouveaux arguments (AfDB, 2024).

L'Afrique se retrouve ainsi dans une position inconfortable mais pas sans ressources : exposée, oui, mais aussi repositionnée dans un système d'approvisionnement mondial en recomposition.

Maroc

Le Maroc importe plus de 90 % de ses besoins énergétiques (Ministère de la Transition Énergétique, 2024 ; World Bank, 2023). Entre 10 et 12 % du PIB y passe, selon les années (HCP, 2024). Avec le Brent à 128 \$/baril en avril 2026 (EIA, 2026), les conséquences sont immédiates : déficit commercial alourdi, finances publiques sous pression, coûts de production en hausse. Le problème n'est pas une rupture d'approvisionnement, les circuits fonctionnent encore. C'est une dégradation lente, qui s'accumule sans faire de bruit.

En face, le Maroc a une transition énergétique en cours qui n'est pas cosmétique. Plus de 40 % de la capacité électrique installée vient déjà des renouvelables. L'objectif est à 52 % d'ici 2030 (IRENA, 2023 ; Ministère de l'Énergie, 2024), avec des investissements concrets dans le solaire, l'éolien et l'hydrogène vert. Ça ne compense pas tout, surtout à court terme, mais ça change la trajectoire.

Ce qui compte aussi, c'est la géographie. Tanger Med, premier port d'Afrique avec plus de 8 millions de conteneurs EVP par an (Tanger Med Port Authority, 2025), n'est pas un argument rhétorique. C'est une infrastructure réelle, à l'intersection de l'Atlantique et de la Méditerranée, entre l'Europe et l'Afrique. Quand les routes maritimes se compliquent ailleurs, ce hub capte du trafic. C'est mécanique.

Et puis il y a la stabilité, mot souvent surestimé, mais qui prend du sens dans un Golfe en tension. Le Maroc n'est pas directement impliqué dans le conflit. Il offre une prévisibilité relative, des partenariats diversifiés, une absence d'exposition directe. Ce n'est pas spectaculaire. Mais c'est ce que regardent les investisseurs quand les options alternatives deviennent plus risquées (World Bank, 2023 ; OECD, 2024).

La crise d'Ormuz ne révèle rien de nouveau pour qui suivait ce dossier : la dépendance aux hydrocarbures importés était un risque connu, documenté, quantifié. Ce qu'elle fait, c'est rendre ce risque difficile à ignorer. Pour le Maroc, accélérer la transition n'est plus une option parmi d'autres. C'est une réponse à une vulnérabilité que le conflit a rendu visible à tout le monde.

L'impact de tout cela dépasse largement le Golfe. Les flux énergétiques se réorganisent, les routes commerciales bougent, les équilibres géoéconomiques se recalibrent (World Bank, 2026 ; UNCTAD, 2025). Pour le Maroc, la question n'est pas seulement de tenir le choc : c'est de savoir si la reconfiguration en cours peut être mise à profit. Les cartes sont là. Ce qui reste à jouer, c'est la main.

VII- Scénarios 2026-2030

STABILISATION PROGRESSIVE	Retour graduel du trafic maritime et stabilisation des prix. Convergence vers les 115 \$/b projetés par l'EIA (2026). Possible, mais pas le scénario dominant à six mois.
CONFLIT GELÉ (le plus probable)	Tensions maintenues, trafic partiellement rétabli, volatilité énergétique persistante, prime de risque durable. La trêve a mis un plancher, pas un plafond. Ce scénario correspond à l'état d'équilibre instable que la théorie de la dissuasion élargie (extended deterrence) décrit comme une compétition sous le seuil du conflit armé direct (Paul, 2018).
REPRISE DU CONFLIT	Une nouvelle escalade frapperait un corridor concentrant 20 % du pétrole et 20 % du GNL mondiaux. Les marchés réagiraient plus vite qu'en mars, les stocks de précaution sont déjà mobilisés. L'International Crisis Group (2026) identifie plusieurs déclencheurs potentiels dans les douze prochains mois.

Implications stratégiques pour les décideurs

L'analyse ne vaut que si elle répond à la question du so what. Trois implications se dégagent pour les acteurs extérieurs.

Puissances européennes	La crise d'Ormuz a rappelé que la dépendance aux flux énergétiques du Golfe est un risque structurel. La diversification des approvisionnements gaziers doit être complétée par des mécanismes de résilience logistique maritime, notamment des protocoles de rerouting vers le Cap de Bonne-Espérance, dont le coût et le délai restent sous-estimés dans les planifications actuelles.
États du CCG	La crise révèle une tension fondamentale : dépendance sécuritaire vis-à-vis de Washington et dépendance économique vis-à-vis d'un transit maritime que Washington ne peut pas garantir unilatéralement. La reconfiguration des mécanismes de dissuasion maritime dans le Golfe, incluant des capacités régionales autonomes, devient une priorité stratégique, non une option de long terme.
Acteurs asiatiques	La dépendance au pétrole du Golfe est encore plus élevée pour la Chine, l'Inde, le Japon et la Corée du Sud qu'en Europe. L'instabilité d'Ormuz accélère l'intérêt pour des routes alternatives (corridor iranien Nord-Sud, routes arctiques, pipeline kazakh) et pour une présence navale plus affirmée dans l'océan Indien.

Conclusion

L'Iran post-2026 ne doit plus être analysé comme un État sanctionné cherchant à survivre. C'est un acteur adaptatif structuré par la contrainte, qui a transformé la pression externe en levier de recomposition interne. Ce que le conflit a produit n'est pas un affaiblissement du régime, mais une mutation : centralisation sécuritaire accélérée, intégration technologique de la gouvernance, mobilisation d'un chokepoint géographique comme instrument de dissuasion asymétrique.

Ce modèle a ses limites, économiques, sociales, structurelles, et elles sont sérieuses. Mais la question pertinente n'est plus de savoir si l'Iran peut tenir. Elle est de savoir combien de temps les acteurs extérieurs peuvent se permettre de ne pas reconfigurer leurs stratégies en conséquence.

Références

1. Rapports institutionnels

- African Development Bank (AfDB). (2024). *African Economic Outlook 2024*.
- Brookings Institution. (2025). *Hormuz and Energy Security*. Washington, D.C.: Brookings.
- European Council on Foreign Relations (ECFR). (2026). *Ceasefire Dynamics in the Gulf*. Londres: ECFR.
- International Crisis Group. (2026). *Iran After the War*. Bruxelles: Crisis Group.
- International Energy Agency (IEA). (2025). *Africa Energy Outlook*.
- International Monetary Fund (IMF). (2026a). *Islamic Republic of Iran — World Economic Outlook Data*. Washington, D.C.: IMF.
- International Monetary Fund (IMF). (2026b). *World Economic Outlook Update*. Washington, D.C.: IMF.
- International Renewable Energy Agency (IRENA). (2023). *Renewable Capacity Statistics*.
- Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD). (2024). *Economic Outlook: Morocco*.
- United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD). (2025). *Review of Maritime Transport*.
- U.S. Energy Information Administration (EIA). (2025). *Strait of Hormuz and Global Energy Flows*. Washington, D.C.: EIA.
- U.S. Energy Information Administration (EIA). (2026). *Short-Term Energy Outlook, April 2026*. Washington, D.C.: EIA.
- World Bank. (2023). *Morocco Economic Monitor*. Washington, D.C.: World Bank Group.
- World Bank. (2026). *MENA Economic Update: Conflict Hits MENA AP Economies, Underscoring Need for Action to Boost Resilience, Create Jobs*. Washington, D.C.: World Bank Group.

2. Sources nationales (Maroc)

- Haut-Commissariat au Plan (HCP). (2024). *Comptes nationaux du Maroc*.
- Ministère de la Transition Énergétique et du Développement Durable. (2024). *Rapport énergétique national*.
- Tanger Med Port Authority. (2025). *Annual Report*.

3. Ouvrages académiques

- Buzan, B. (1991). *People, States and Fear: An Agenda for International Security Studies in the Post-Cold War Era* (2e éd.). Hemel Hempstead: Harvester Wheatsheaf.
- Mearsheimer, J. J. (2001). *The Tragedy of Great Power Politics*. New York: W. W. Norton.
- Paul, T. V. (2018). *Restraining Great Powers: Soft Balancing from Empires to the Global Era*. New Haven: Yale University Press.
- Starr, S. F., & Davutoglu, A. (2014). *Geopolitics of Energy and the Strait of Hormuz*. Washington, D.C.: Johns Hopkins SAIS.
- Walt, S. M. (1987). *The Origins of Alliances*. Ithaca: Cornell University Press.

4. Articles académiques

- Ehteshami, A. (2023). Iran's strategic posture after maximum pressure. *International Affairs*, 99(2), 341–367.
- Hoffman, F. G. (2007). Conflict in the 21st Century: The Rise of Hybrid Wars. *Potomac Institute for Policy Research*.
- Karshenas, M., & Malik, A. (2023). Oil, conflict and economic fragility in the Middle East. *Journal of Development Economics*, 161, 103022.
- Tabatabai, A. (2022). The IRGC's expanding role in Iranian governance. *Journal of Strategic Studies*, 45(3), 412–438.
- Vakil, S. (2024). Legitimacy through endurance: Iran's post-conflict governance model. *Middle East Policy*, 31(1), 58–74.